

CONSEIL
RÉGIONAL





RÉGION BOURGOGNE

LES AUGMENTATIONS D'IMPÔTS D'HIER SE PAYENT ENCORE AUJOURD'HUI

En 2005, la Bourgogne battait tous les records en augmentant les impôts des ménages de 50 % et ceux des entreprises de 75 %. Les recettes fiscales supplémentaires sont ponctionnées chaque année sur les entreprises et ménages bourguignons. Il n'est pas inutile de rappeler cet état de fait puisque, non sans une certaine malhonnêteté intellectuelle, François Patriat ose parler en séance plénière « de l'augmentation des impôts passée » comme si elle ne s'appliquait qu'une seule fois. Non ! Les augmentations se répètent et s'additionnent.

Année après année François Patriat applique en Bourgogne le programme commun de la gestion socialiste des régions : explosion des impôts et saupoudrage des subventions aux associations.

Matraquage fiscal à répétition

La taxe foncière a augmenté en Bourgogne de 58 % depuis 2004. Quant à la taxe professionnelle, elle est passée de 1,69 % à 3,09 %, soit 83 % d'augmentation.

Les Echos ont publié l'évolution de la fiscalité dans les régions entre 2004 et 2008 : la Bourgogne arrive en deuxième position de l'augmentation la plus forte après Languedoc-Roussillon : 72,4 %.

Où vont les impôts régionaux ?

Alors que les impôts régionaux ont explosé, les moyens consacrés aux lycées, à la formation professionnelle, aux transports et à l'aménagement du territoire diminuent en 2008. Cette manne financière prélevée sur le pouvoir d'achat des bourguignons n'est pas perdue pour tout le monde. En quatre ans, le budget de la communication a triplé. Parallèlement les subventions et les voyages

des élus se multiplient :

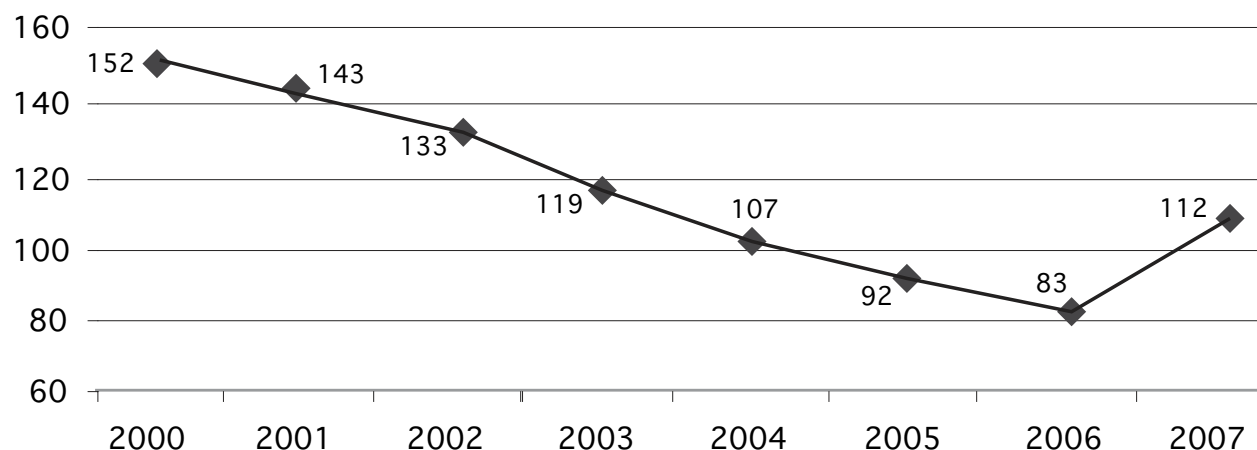
- 4 000 € pour développer les échanges entre les éleveurs Bourguignons et Touaregs,
- 15 900 € pour encourager la découverte des musiques et des contes du monde...

Exemple de voyage :

Pour manifester sa solidarité avec les pays en développement, une délégation du Conseil régional s'est rendue, en 2007, à Madagascar "afin d'approfondir les discussions engagées". Il est vrai que le téléphone

UNE DETTE QU'IL FAUDRA REMBOURSER Encours de la dette en euros par habitant

De nouveaux emprunts ont été contractés en 2006 et en 2007. La période de désendettement initiée en 1999 est bien terminée. Le graphique ci-après le montre :



et Internet n'apportent pas le même agrément qu'un voyage ! Pour définir "les protocoles de mise en œuvre de la convention", une délégation a refait le voyage en avril 2008.

Des engagements qu'il faudra payer

Il y a la dette, mais il y a aussi les engagements financiers de la région pour les prochaines années. Ces engagements ne cessent d'augmenter. Le Conseil économique et social a observé, le 20 juin 2007, que « pour éteindre le stock d'engagements au rythme des paiements constatés en 2006, il faudra 32 mois à la région ».

Des économies à trouver

Nous avons suggéré au président de faire des économies. Mais ce dernier assume ses choix de sortir du cadre des compétences de la Région.

Nous ne sommes pas opposés à des investissements dans ce qui peut favoriser l'attractivité de la Bourgogne. Mais nous sommes opposés aux

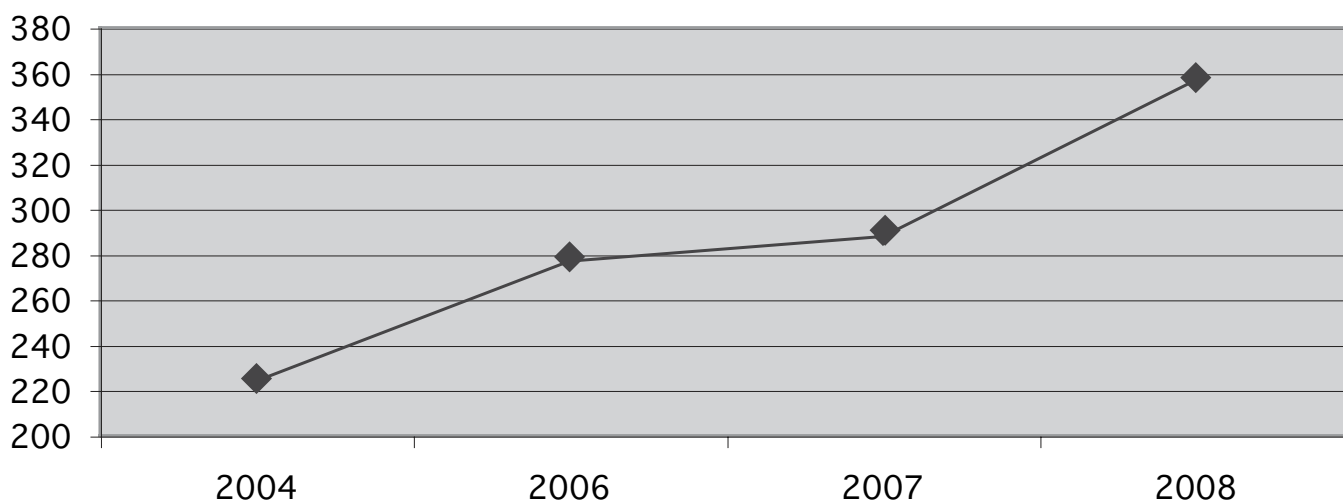
dépenses multiples en matière de représentation, de communication, et d'identification de la Région. Ainsi, nous finançons des politiques qui viennent concurrencer celles de l'Etat, comme les emplois-tremplins qui coûteront si cher à la Région. D'ailleurs, les départements de la Nièvre et de la Côte d'Or, l'un de gauche, l'autre de droite, ont préféré jeter l'éponge devant l'ampleur des engagements financiers.

Autres exemples, la Caisse des dépôts a mis en place des prêts à taux réduit pour financer le coût supplémentaire des travaux d'économie d'énergie dans les logements sociaux. Aussitôt, le Conseil régional décide de prendre en charge les intérêts des emprunts contractés par les offices d'H.L.M. L'Etat aide la création d'emplois dans les quartiers : le Conseil régional invente la PACQ, programme d'aide à la création d'entreprises dans les quartiers. L'Etat met en place un plan national de cohésion

“ En 4 ans, le budget de la communication a triplé.”

Région Bourgogne

DOTATIONS DE L'ÉTAT



sociale : le Conseil régional invente les FIP et les FAP (Fonds d'Intervention de Proximité et Fonds d'Intervention d'Aide aux projets).

Pour gérer l'ensemble des nouvelles mesures, il faut des fonctionnaires. Depuis 2004, ce sont 160 nouveaux postes de fonctionnaires qui ont été créés, passant de 278 agents à 438. En dehors des TOS, bien évidemment.

Multiplication des délibérations non chiffrées

Depuis un an, les délibérations non chiffrées concernant les déplacements, les voyages et les colloques se multiplient. Ces délibérations permettent à des délégations de voyager aux quatre coins du monde, à Madagascar, à Singapour, en Inde, à Dubaï, en Afrique du Sud, au Maroc, etc. sous couvert de solidarité internationale, de coopération décentralisée ou de développement économique.

Le groupe UMP a demandé que la Région recentre ses interventions sur le périmètre régional, sur la formation professionnelle, le développement

économique et la recherche, sur l'aménagement du territoire et la création de grandes infrastructures. Il a mis en évidence le risque majeur de l'éparpillement actuel des interventions qui fait de la Région un organisme de gestion sans grande ambition.

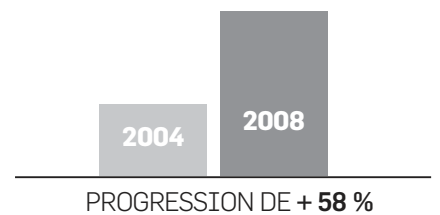
Il faut changer de politique

L'Etat se réorganise pour limiter ses dépenses. Il faut que les régions modèrent leurs dépenses, limitent les recrutements et leur train de vie. C'est impératif !



“ Sous couvert de solidarité internationale, les voyages à l'autre bout du monde se multiplient...”

TAXE FONCIER BÂTI ET NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE

